

Djihadistes et peine de mort : l'Etat de droit a du bon



Article rédigé par *Constance Prazel*, le 29 janvier 2018

source[Liberté politique]Lors d'une interview au Grand Jury, le garde des Sceaux, Mme Nicole Belloubet, a déclaré que la France tenterait de négocier avec les Etats condamnant à mort les djihadistes français :

"Bien entendu, s'il y avait une question de peine de mort, l'Etat français interviendrait [...] en négociant avec l'Etat en question."

Il y a quelques mois, ce n'était guère l'avis du ministre des Armées qui se réjouissait si, d'aventure, des djihadistes venaient à trouver la mort au combat : "je dirais que c'est tant mieux", affirmait-elle.

Dans ces conditions, l'affirmation de Mme Belloubet est d'autant plus surprenante, pour ne pas dire autre chose. Qu'elle s'inquiète des conditions d'équité des procès, c'est une chose. Mais, en partant faire le djihad, les Français qui ont fait ce choix ont délibérément marqué leur volonté de fouler au pied tout ce que représente un Etat de droit occidental. C'est leur faire bien de l'honneur que de leur permettre de profiter des avantages d'un système qu'ils méprisent et vomissent jusqu'à vouloir sa destruction.

Nous sommes en temps de guerre, nous avait rappelé, pour une fois lucide, l'ancien président François Hollande. Il y a peu, cela aurait suffi pour faire encourir la peine capitale à ces djihadistes français qui se sont rendus coupables "d'atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation en temps de guerre." Mais depuis 2007, la France est devenue le 40e pays à ratifier le protocole 13 de la Convention européenne des droits de l'homme qui « abolit la peine de mort en toutes circonstances, même pour les actes commis en temps de guerre ou de danger imminent de guerre. » Donc tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, et l'on peut même imaginer que les djihadistes français, une fois graciés, se feront offrir leur billet de retour aux frais du contribuable.

Pour en savoir plus :

<https://www.valeursactuelles.com/societe/la-france-interviendra-en-cas-de-condamnation-mort-de-djihadistes->